

L'éléphant et la souris ou l'intimidateur et son sous-fifre

Murray Dobbin

Number 791, July–August 2017

150^e du Canada : ce qu'on ne fêtera pas

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/85715ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dobbin, M. (2017). L'éléphant et la souris ou l'intimidateur et son sous-fifre. *Relations*, (791), 32–33.

L'ÉLÉPHANT ET LA SOURIS OU L'INTIMIDATEUR ET SON SOUS-FIFRE

Le 150^e anniversaire de la Confédération canadienne offre l'occasion d'observer les relations qu'entretient le Canada avec les États-Unis, ce « monstre » à sa frontière sud, et de constater l'américanisation indéniable du pays ces 30 dernières années.

Murray Dobbin*

L'auteur, chroniqueur et journaliste, a publié entre autres *La grande fumisterie. Les transnationales à l'assaut de la démocratie*, en 2003, et *Paul Martin, un PDG à la barre*, en 2004, chez Écosociété. Il anime le blogue <murraydobbin.ca>

Si les origines du Canada et des États-Unis sont similaires dans leur nature coloniale, elles sont toutefois très différentes sur le plan de la culture politique qui accompagna leur développement respectif. La fondation du Canada relevait davantage de la proposition d'affaires que de la quête visionnaire, tandis que les États-Unis sont nés d'une révolution enracinée dans un individualisme possessif et l'idée d'une destinée manifeste. Au Canada, l'absence de cet individualisme triomphant s'est toujours reflétée dans notre culture politique communautaire, axée sur la collectivité et la recherche de solutions collectives aux problèmes. Cette culture a réussi à se maintenir au fil des décennies malgré notre proximité avec les États-Unis, mais l'application du néolibéralisme à l'échelle mondiale l'a sérieusement érodée ainsi que le rôle que l'État canadien jouait pour la soutenir. On dit de la globalisation qu'elle élimine les frontières; il semble que l'américanisation du Canada, au cours des 30 dernières années, le confirme.

Priorité au commerce

On peut dire que nous avons été occupés à « rattraper » les États-Unis, donc à régresser, depuis l'Accord de libre-échange (ALÉ) signé entre nos deux pays en 1988 et entré en vigueur en 1989. Plus que toute autre politique, cet accord a entraîné une dynamique de spirale vers le bas dans plusieurs domaines, allant de la « flexibilisation » du travail à la déréglementation en général, en passant par la privatisation sournoise du système de santé. Ce sont la signature de l'ALÉ, puis celle de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en 1994, qui ont fourni l'assise idéologique permettant une offensive sans pareille contre les droits des travailleurs et les programmes sociaux – et une « harmonisation » avec les États-Unis.

Bien que l'ALÉ ait été négocié et signé par le gouvernement conservateur de Brian Mulroney, ce sont les libéraux Jean Chrétien et Paul Martin qui l'ont utilisé pour réduire le rôle de l'État et le pouvoir de négociation des travailleurs. Martin n'avait qu'une politique économique en tête: le commerce international. Il fallait selon lui rendre le Canada plus compétitif sur la scène internationale; un objectif séduisant qui cachait l'assaut contre les dépenses sociales que cela allait signifier, qui ferait paraître bénignes les coupes effectuées auparavant par Mulroney.

Le Régime d'assistance publique du Canada, par exemple, permettait aux mesures d'aide sociale provinciales d'assurer des prestations décentes aux personnes, prestations qui furent réduites dès son abolition. Paul Martin a aussi fortement restreint les critères d'admissibilité à l'assurance-emploi, en plus de viser un taux d'inflation ne dépassant pas les 2%, étranglant délibérément l'économie et maintenant le taux de chômage à 9% et plus au cours des années 1990. Cette situation, combinée à un recul du taux de syndicalisation résultant entre autres de la désindustrialisation favorisée par l'ALÉNA, a réduit le pouvoir des travailleurs et des travailleuses, les laissant dans des conditions de plus en plus semblables à celles de leurs voisins étasuniens. Ils et elles ne s'en sont jamais remis.

Dans un pays dont l'identité repose pour une bonne part sur sa différence avec les États-Unis, du moins dans sa partie anglo-saxonne, le résultat est le suivant: nous en sommes devenus de plus en plus le reflet, pas le contrepoint, en raison



Christian Tiffet, *L'intimidateur*, 2017

de la réingénierie sociale opérée par les gouvernements tant conservateurs que libéraux. Or, avec la langue, l'histoire, des valeurs communes, c'est la manière de vivre des gens qui définit aussi en grande partie une culture nationale : comment ils se sentent, leur estime d'eux-mêmes, comment et à quel point ils s'engagent dans leur vie familiale et la collectivité, ce à quoi ils aspirent pour eux-mêmes et leurs enfants.

Après 30 ans d'assaut contre le contrat social établi après la Seconde Guerre mondiale, le Canada est devenu un pays où l'écart de revenu entre les riches et les pauvres s'est accentué au point d'atteindre le niveau qu'il avait à la fin des années 1920. Les salaires stagnent depuis le début des années 1980, sauf pour une minorité très riche ; la proportion d'emplois à bas salaire est la plus élevée des pays de l'OCDE après les États-Unis ; le ratio d'endettement personnel est le plus élevé de son histoire. On note aussi la perte continue de dizaines de milliers d'emplois industriels bien payés, l'introduction de mesures d'aide sociale pénalisant délibérément les pauvres et le détournement d'un régime d'assurance-emploi devenu accessible à moins d'un tiers des personnes qui, pourtant, y cotisent.

Les effets sont dévastateurs. « Presque les deux tiers d'entre nous travaillons plus de 45 heures/semaine – c'est 50% de plus qu'il y a 20 ans. Les semaines de travail sont plus contraignantes, les possibilités d'accommodements ayant chuté d'un tiers ces dix dernières années. Pour couronner le tout, seulement 23% des Canadiens sur le marché du travail sont très satisfaits de leur vie. C'est la moitié moins qu'en 1991 », affirme Josh O'Kane dans un article du *Globe & Mail* (25 octobre 2012) au sujet des conclusions d'un rapport réalisé par les chercheurs Linda Duxbury et Christopher Higgins sur la conciliation travail-famille¹.

Voilà le prix à payer pour l'aveuglement idéologique des pdg de Bay Street. Qu'est-ce que le Canada a retiré de sa « compétitivité accrue » et de sa main-d'œuvre « plus flexible » ? L'ALÉ était censé permettre à nos industries de concurrencer les grandes entreprises américaines – dont la taille et l'influence rendaient pourtant la chose impossible. Dans les faits, les pdg canadiens n'ont même pas essayé et les promoteurs de l'ALÉ ont finalement admis avoir fait un acte de foi. Quand on sait que les compagnies canadiennes, tout comme les banques qui les financent, sont réputées ne pas aimer le risque, c'est dire.

L'ALÉ et l'ALÉNA étaient aussi censés attirer les investisseurs. Ce fut le cas durant les dix premières années, mais par la suite, 95% de ces investissements en moyenne ont servi à l'achat de compagnies canadiennes. Quant à la croissance tant vantée des échanges commerciaux, elle fut modeste et ce sont l'expansion forte de l'économie américaine et le taux de change qui ont été les principaux responsables de l'augmentation des exportations canadiennes vers les États-Unis dans les années 1990. Mais, au moins jusqu'au tournant du XXI^e siècle, le Canada avait maintenu un excédent commercial avec son voisin. Plus maintenant. Après avoir entraîné les salaires à la baisse et coupé les taux d'imposition des entreprises au point où ils ne sont plus qu'à la moitié des taux américains, le déficit commercial avec les États-Unis a atteint 17,4 milliards de dollars pour la période d'octobre 2014 à octobre 2015 – le pire résultat annuel jamais enregistré.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au www.revuerelations.qc.ca

L'option militariste

Aux États-Unis, où la désindustrialisation a été encore plus dramatique, la production militaire – toujours importante dans ce pays – a pris le relais. En partie à cause du déclin du secteur manufacturier, le Canada a maintenant lui aussi un œil sur l'industrie militaire, comme l'atteste la vente récente de blindés d'une valeur de 15 milliards de dollars à l'Arabie saoudite. Cette tendance signifie que l'appui à des opérations militaires à l'étranger n'est pas non plus chose du passé. Bien que le rôle de « gardien de la paix » du Canada ait toujours été grossièrement exagéré, la promesse post-harperienne d'un retour du Canada à des missions de maintien de la paix s'est volatilisée : entre autres exemples, le Canada a été l'un des participants les

Le Canada est devenu de plus en plus le reflet des États-Unis, pas le contrepoint.

plus agressifs lors du « changement de régime » illégal et catastrophique mené en Libye, après des années de guerre immorale en Afghanistan. Sans oublier que le Canada, sous le gouvernement de Justin Trudeau, demeure l'ami le plus loyal d'Israël – encore plus que les États-Unis – ayant notamment voté contre 25 résolutions critiquant Israël à l'ONU.

Par ailleurs, si la politique étrangère n'est pas l'enjeu le plus important aux yeux des Canadiens, elle joue pourtant le rôle de signe avant-coureur nous alertant sur l'état des principes moraux guidant nos gouvernements. Or, écarter les droits des Palestiniens, rester aveugle face au bilan odieux de l'Arabie saoudite en matière de droits humains ou encore appuyer le gouvernement ukrainien dirigé par des oligarques et des fascistes sont autant de signes que nous nous trouvons sur une pente fort glissante. Sans compter que ce type de politique dite pragmatique se reflète déjà dans nos niveaux honteux d'inégalités et notre échec à relever le défi des changements climatiques. Mais peut-être que l'arrivée de l'administration Trump – qui semble vouée à nous faire retourner 100 ans en arrière – est ce qui forcera le gouvernement de Justin Trudeau à faire le bon choix devant l'alternative qui s'offre à lui : protéger le Canada du trumpisme en renforçant notre engagement historique en faveur d'une culture communautaire forte et de la démocratie, ou jeter la serviette et embrasser le sombre avenir dystopique qui est en voie de prendre forme chez nos voisins du sud. ☹

* Traduit de l'anglais par Catherine Caron.

1. L. Duxbury et C. Higgins, « *Revisiting Work-Life Issues in Canada: The 2012 National Study on Balancing Work and Caregiving in Canada* », 2012.